

LETTRE À “LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE”:

Dans *la Révolution prolétarienne*, d'octobre dernier, notre camarade Louzon, sous le titre «*A propos de l'indépendance française*» consacre un article aux questions internationales et, chemin faisant, formule quelques critiques à l'encontre des positions défendues par *le Courrier Syndical*.

C'est ainsi qu'il nous reproche, entre autres, d'avoir qualifié Irving Brown d'agent secret américain. Louzon croit pouvoir contester toute valeur à l'expression dont nous avons usé à l'égard d'Irving Brown en arguant... que ce dernier se livre en Europe, depuis la fin de la guerre, à une action publique.

Louzon nous permettra de lui faire observer que le fait de se livrer à une action publique n'exclut nullement la possibilité d'avoir, parallèlement une activité plus... discrète.

De toutes façons, dans son action publique, Irving Brown se conduit comme un agent de l'impérialisme américain.

Cela est largement suffisant pour le condamner à nos yeux.

Est-ce à dire que notre hostilité à la politique d'intégration du mouvement syndical dans l'un des blocs en présence est inspirée, comme le croit Louzon, par un nationalisme qui n'ose dire son nom?

Si notre camarade Louzon a vraiment cette opinion, il la doit très certainement à une lecture superficielle du *Courrier Syndical* et à une étude très insuffisante des positions défendues par les minoritaires dans les différentes assises de la C.G.T.F.O.

C'est très certainement parce que nous sommes resté fidèles à l'internationalisme ouvrier que nous nous refusons obstinément à identifier le mouvement syndical international au «parti américain».

Notre position sur le plan international procède de celle que nous défendons sur le plan national. Toutes deux trouvent leur origine dans la confiance que nous avons, malgré tout, conservée à la classe ouvrière.

C'est parce que nous avons confiance en la capacité d'action de la classe ouvrière française (les événements d'août 53 nous ont donné raison) que nous nous refusons en France à la pratique d'une politique de collaboration des classes.

C'est parce que nous faisons confiance au prolétariat international que nous refusons de lier le sort du mouvement ouvrier international à celui d'un des impérialismes rivaux.

En réalité c'est la position de Louzon qui est une position nationaliste. Ce qu'il nous propose, c'est tout simplement l'union sacrée contre l'impérialisme russe.

C'est que, comme l'écrivait excellemment Rivière (Hospitaliers Lyon) dans le n° 4 du *Courrier Syndical* (celui auquel se réfère Louzon):

«Les vieux bobards éculés de la collaboration des classes (avec le capitalisme et le néo-capitalisme stalinien) ont toujours cours, servis sous une forme rajeunie à la classe ouvrière dans la résistance, démentis dans les faits, il semble qu'ils reprennent vigueur en s'élargissant au plan international».

Louzon pose également le problème du financement des organisations syndicales.

Certes, nous ne nous élevons pas contre une aide éventuelle de l'A.F.L. ou du C.I.O. à la C.G.T.F.O.

Encore aimerions-nous avoir quelques précisions sur le volume de cette aide et sur la façon dont elle est utilisée.

Nous étonnerons peut-être Louzon par notre naïveté, mais nous avons toujours pensé que la pratique d'une véritable solidarité syndicale internationale ne se concevait et ne pouvait être efficace qu'à la condition de respecter l'indépendance des organisations bénéficiaires.

Il en est évidemment différemment lorsque les sommes distribuées proviennent de «fonds secrets» gouvernementaux ou patronaux.

Nous sommes très inquiets lorsque nous voyons Irving Brown distribuer des dollars à n'importe qui et, apparemment du moins, sans aucun contrôle.

Par ailleurs les syndicalistes américains avec qui nous avons eu l'occasion de discuter du cas Irving Brown semblent être fixés quant au rôle qu'il joue.

En tout cas au *Courrier Syndical*, nous ne nous érigeons pas en professeurs de morale, mais nous n'en sommes pas moins hostiles à tout financement de nos organisations par des officines patronales ou gouvernementales, qu'il s'agisse du B.E.D.E.S. ou du Comité méditerranéen.

Alexandre HEBERT.
